

Quelle politique de défense et de sécurité pour la France à l'heure de l'élection présidentielle ?

Club Participation et Progrès, Ecole militaire, 29 janvier 2007

Enjeux et défis de la politique de défense de la France après 2007

Remerciements : Pierre Pascallon, Club Participation et Progrès
Stéphane Morin, Cercle de Brienne

Eléments d'intervention

Comme vient de le souligner le Gal Delanghe dans son exposé, les problématiques de défense se trouvent bouleversées à la fois par la transformation très rapide de la société internationale et, bien sûr, par les évolutions du contexte géostratégique. Des menaces se concrétisent, d'autres se complexifient.

Nous vivons dans un monde plus instable et plus dangereux que ce que nous attendions à la fin de la guerre froide : le terrorisme a pris une dimension sans précédent ; la prolifération nucléaire, hélas, s'accélère ; aux conflits anciens, non réglés, comme ceux du Proche-Orient, se sont ajoutés des conflits nouveaux, souvent accompagnés de violations inacceptables des droits de l'homme.

Notre politique de défense n'échappe pas à un réexamen alors même qu'un considérable effort de réforme a été entrepris : la professionnalisation des armées, la réduction des effectifs, la réorganisation de notre dispositif de défense sur le territoire, la modernisation des équipements. Pourtant ce modèle d'armée, nous en avons tous conscience, est aujourd'hui inadapté. **Il est à la fois exposé à la mise en cause de la planification des besoins militaires et à une crise financière.**

**Quelle politique de défense et de sécurité pour la France
à l'heure de l'élection présidentielle ?**

Club Participation et Progrès, Ecole militaire, 29 janvier 2007

Pour nous, à gauche, il s'agit de fixer des nouvelles orientations, de modifier le cap sans pourtant aller à la rupture, sans provoquer plus de rupture. Il s'agit davantage de susciter, y compris dans le domaine de la défense, une volonté d'avenir que de se placer dans une situation où il faudrait rompre à tout prix.

Rompre, cela signifierait quoi d'ailleurs ? L'intégration dans l'OTAN, l'atrophie de la dissuasion, l'engagement dans le projet anti-missiles américain ou encore, comme je l'ai récemment lu, dans un rapport de l'UMP, l'adoption d'une « doctrine d'intervention préventive couplée à une culture expéditionnaire plus marquée de nos armées » ?

Le choix de la rupture ne me paraît ni raisonnable ni crédible. Il est même dangereux s'il s'agit d'épouser des logiques qui peuvent conduire à la régression, à l'alignement, ou à l'aventurisme pour notre défense.

Il est difficile de parler de rupture quand il faut aussi savoir ménager les acquis, les acquis de notre pays en matière de défense : avantages capacitaires, expertises technologiques, bases industrielles, savoir-faire militaire.

Il faut aussi tenir compte du temps. Les objectifs de notre politique militaire s'inscrivent nécessairement dans la durée :

- l'horizon de l'intégration européenne, nous y reviendrons tout à l'heure, est un horizon lointain, c'est la perspective d'une génération ;

Quelle politique de défense et de sécurité pour la France à l'heure de l'élection présidentielle ?

Club Participation et Progrès, Ecole militaire, 29 janvier 2007

- les cycles de la programmation des équipements sont des cycles longs - pour certains grands équipements, comme les moyens nucléaires, une trentaine d'années ;
- et, l'inscription dans la durée de nos actions militaires est devenu, ce qu'on n'imaginait pas au début des années 90, une problématique structurante des opérations extérieures. Songeons par exemple que nos soldats sont déployés sur le théâtre balkanique depuis plus de 12 ans.

Ce qui est important maintenant c'est de poursuivre la modernisation de notre outil militaire, de clarifier plus nettement nos options stratégiques, de mieux hiérarchiser nos priorités en fonction des nouveaux enjeux de sécurité. **Bref, il faut dégager complètement notre modèle d'armée des schémas anciens qui, en dépit des réformes accomplies, continuent de le brider.**

Je pense que la première tâche à accomplir est de l'ordre de la réflexion théorique et politique. Il convient de redéfinir nos options stratégiques, les missions confiées à nos forces. Un nouveau Livre Blanc s'impose d'autant que le référent actuel de notre politique de défense est un référent daté, qu'il s'agisse du Livre Blanc de 1994, qu'il s'agisse du modèle d'armée 2015 lui-même défini il y a longtemps.

Il faut repenser les contrats opérationnels, les formats et réexaminer les processus de décision.

**Quelle politique de défense et de sécurité pour la France
à l'heure de l'élection présidentielle ?**

Club Participation et Progrès, Ecole militaire, 29 janvier 2007

Quatre sujets sont incontournables en 2007. Pour des raisons différentes, ils seront sur l'agenda présidentiel dès le lendemain des élections : la relance de la défense européenne, les engagements extérieurs de la France, la programmation militaire, l'industrie aéronautique et de défense. A cela s'ajoute des questions d'ordre institutionnel.

L'Europe de la défense pourtant très prometteuse après les accords de St Malo, Nice et Laeken, s'est progressivement grippée après 2002. Les divisions sur l'Irak puis l'échec du traité européen ont enrayé la machine. Il est impératif de relancer la construction d'une défense européenne autonome. **Nos concitoyens comme tous les autres peuples européens attendent d'ailleurs de l'Europe plus de protection, davantage de sécurité.**

La PESD est probablement le grand chantier d'intégration européenne pour les quinze prochaines années. Le processus qui passe par des consolidations juridiques et institutionnelles admises par tous (clause de garantie mutuelle, préférence européenne, mécanisme de coopération structurée à reprendre dans un traité quelle qu'en soit la nature) doit être très pragmatique au départ et porter sur des projets concrets. **Dans ce domaine aussi l'Europe se fera par la preuve.**

Une chose est sûre, dans la perspective de la présidence française de l'Union, il faudra dès l'été 2007 reprendre des initiatives fortes. Sinon on en restera aux demi-mesures comme dans l'Agence européenne de défense, aux

Quelle politique de défense et de sécurité pour la France à l'heure de l'élection présidentielle ?

Club Participation et Progrès, Ecole militaire, 29 janvier 2007

succès symboliques comme en République Démocratique du Congo. Une relance politique s'impose.

L'Europe de la défense, à chaque étape décisive de sa construction, bute toujours sur les deux mêmes obstacles : celui de la souveraineté des Etats membres et celui de leurs rapports névrotiques à l'Amérique. En clair, les Etats européens ne parviennent pas à se sortir de deux dilemmes : comment concilier l'émergence d'une Europe stratégique et politique avec le maintien d'une Alliance atlantique dominée par les Etats-Unis, comment conjuguer l'édification d'une puissance européenne et le cadre maintenu des souverainetés nationales ?

Le bon sens indique dans l'un et l'autre cas la voie à suivre, celle de l'Europe. Une Europe forte est en effet la condition *sine qua non* d'une relation transatlantique équilibrée, harmonieuse donc durable. **Pour dépasser nos contradictions face aux Etats –Unis il faut donc accepter de grandir.** Une Europe plus unie, plus cohérente, responsable s'impose face aux défis de la mondialisation qui sapent le crédit des Etats-Nations incapables de les relever seuls. **Aujourd'hui, pour les Européens, l'intégration ne signifie pas moins mais au contraire plus de souveraineté.**

La relance de la défense européenne nécessite une ambition politique mais elle passe d'abord par des projets concrets, par le choix de la convergence et de la préférence européenne. Elle suppose d'abord au minimum la réalisation des engagements de Nice et de Laeken. **Aujourd'hui, l'Union**

**Quelle politique de défense et de sécurité pour la France
à l'heure de l'élection présidentielle ?**

Club Participation et Progrès, Ecole militaire, 29 janvier 2007
**dispose d'une force de plus de 60000 hommes mais c'est une force virtuelle
constituée de soldats de papier. Il est ainsi totalement inenvisageable de**

**projeter, au-delà de 2 à 3000 hommes, un détachement européen d'une
certaine envergure.**

**Constituer des forces efficaces au service de l'Union européenne implique
de porter l'accent sur l'harmonisation des formations, la standardisation
des matériels, l'intégration progressive des soutiens et le renforcement des
états-majors, en particulier les états-majors de forces qui sont la cheville
ouvrière des interventions militaires. De surcroît, les pays européens ne
devraient plus, en matière d'équipements, faire des choix contradictoires. A cet
égard, l'incapacité des Européens à se mettre d'accord sur leurs équipements
militaires futurs (avions de chasse, drones, porte-avions, frégates...) est
consternante.**

**Jamais les armées françaises n'ont été autant sollicitées hors du territoire.
Plus de 16 000 de nos soldats sont aujourd'hui déployés à l'étranger. Les plus
gros contingents, hors les éléments pré-positionnés (Djibouti, Sénégal, Gabon,
Tchad...), sont mobilisés dans les Balkans, en Côte d'Ivoire, en Afghanistan et
au Liban. Jamais les motifs de ces interventions n'ont été moins clairs, leurs
résultats aussi mitigés, leur opportunité aussi discutable et les hypothèses
de sortie de crise aussi improbables.**

L'utilité de la participation de troupes françaises à la stabilisation des Balkans,
dans le cadre de mandats internationaux clairs, ne fait guère de doute. Mais il
faudra bien un jour envisager de passer le relais. Or les conditions politiques ne

Quelle politique de défense et de sécurité pour la France à l'heure de l'élection présidentielle ?

Club Participation et Progrès, Ecole militaire, 29 janvier 2007

sont toujours pas réunies pour un retrait. Il faut maintenant, à la suite du rapport attendu du président Marti Ahtisaari, planifier cette transition. Le rôle de nos

détachements en Côte d'Ivoire, au Tchad est discutable. En Côte d'Ivoire, notre intervention reste marquée au sceau d'un post-colonialisme dépassé, symbolisé par les accords de Marcoussis. Cristallisant les lignes d'affrontement et sans issues politiques, l'opération Licorne s'enlise. Au Tchad en République Centre Africaine la mission et les instructions données à nos unités sont un non dit embarrassant. Au Liban et en Afghanistan, nous devons prendre toute la mesure des responsabilités internationales prises par la France. **Partout, on peut redouter le risque d'enlèvement faute de solution de sortie de crise.**

Le prochain chef des armées devra évidemment se saisir rapidement des nombreuses opérations extérieures auxquelles notre pays participe. Il lui appartient d'en préciser le cadre et les objectifs. Aujourd'hui, l'absence de débat sur les missions extérieures confiées aux armées est préoccupante.

Les engagements militaires extérieurs de la France doivent être considérés sereinement. Il faut à la fois agir en responsabilité mais aussi tirer les conséquences quand les situations sont sans issue ou justifient des évolutions de notre dispositif. Cet examen ne peut se faire qu'au cas par cas et en étant en position de décider. **Cependant on peut d'ores et déjà, en tirant toutes les leçons d'un passé récent, envisager de rééquilibrer les modalités de notre présence militaire en Afrique. Plus de multilatéralisme s'impose en tout cas.**

**Quelle politique de défense et de sécurité pour la France
à l'heure de l'élection présidentielle ?**

Club Participation et Progrès, Ecole militaire, 29 janvier 2007

Notre modèle d'armée souffre aujourd'hui de tensions récurrentes sur la réalisation des objectifs capacitaires. Il est en grave difficulté financière. Aujourd'hui, quasiment au terme de l'exercice de programmation, on se trouve

devant une situation marquée par une impasse financière majeure et un manque de hiérarchisation des priorités en ce qui concerne les programmes.

Si l'on voulait réaliser le modèle 2015, il faudrait non seulement reporter son terme à 2020 mais il manquerait encore par rapport aux échéances de programmation 70 Milliards d'euros.

Alors même que la situation appelle une remise en ordre et qu'il n'y a plus un sou vaillant en caisse, la ministre de la défense continue de lancer de nouveaux programmes.

Je trouve à ce sujet que la droite ne manque pas d'air et fait preuve d'un curieux sens de l'irresponsabilité. Depuis six mois Michèle Alliot Marie accumule les effets d'annonce sur de nouveaux programmes : drones, porte-avions, FREMM, Barracuda, et **aujourd'hui dans un entretien à la revue *Défense* Nicolas Sarkozy s'en désole. Constatant la situation explosive des finances du ministère de la défense, il s'exclame « On peut dépenser mieux ! ». Cela n'est pas sérieux. De qui se moque-t-on ?**

Après l'élection présidentielle, des arbitrages seront à rendre en urgence.

Quelle politique de défense et de sécurité pour la France à l'heure de l'élection présidentielle ?

Club Participation et Progrès, Ecole militaire, 29 janvier 2007

De fait le modèle 2015, miné par une crise financière larvée, est caduc ! Il faut donc remettre l'ouvrage sur le métier. Un nouveau schéma de planification et de programmation s'impose. Ce n'est un mystère pour personne. Cet exercice sera à lancer rapidement et cette fois sérieusement. C'est ce qu'attendent et les Etats majors et les industriels qui seront associés à ce travail. Par ailleurs, il

conviendra de se concerter étroitement avec nos partenaires européens avec qui nous développons des équipements communs.

La France est dotée d'une industrie de défense de premier plan. Ce secteur-clé de notre économie mobilise, directement ou indirectement les compétences de 400 000 chercheurs, ingénieurs, techniciens et ouvriers.

Dans les domaines aéronautique, électronique, naval, nucléaire et spatial, nos entreprises se situent au meilleur niveau mondial. Cette situation est le fruit d'efforts et d'investissements considérables consentis depuis 50 ans. Il faut sauvegarder ces atouts !

Or, la place de nos sociétés aéronautiques et d'armement dans la compétition internationale régresse. Leur rôle faiblit dans la consolidation industrielle en Europe. Il faut envisager la confortation de nos entreprises, je pense à EADS, et la consolidation industrielle de certains secteurs au niveau européen, notamment dans le domaine des constructions navales ou l'armement terrestre. La droite dans ce domaine a accumulé les erreurs.

L'évolution du pacte d'actionnaires dans EADS, prévue dans les accords initiaux à partir de 2005, a été compromise. Le mariage arrangé en 2001 entre la DCN et Thalès a été sans cesse repoussé. Le jeu qui était ouvert pour DCN,

**Quelle politique de défense et de sécurité pour la France
à l'heure de l'élection présidentielle ?**

Club Participation et Progrès, Ecole militaire, 29 janvier 2007

GIAT et SNECMA au niveau européen dans leurs branches respectives s'est progressivement refermé.

La désinvolture du gouvernement Raffarin, dont Nicolas Sarkozy fut ministre de l'Economie, puis l'activisme brouillon du gouvernement

Villepin, ont fragilisé partout les positions françaises dans un secteur stratégique qui requiert de l'Etat une attention vigilante et un soutien continu.

Les symptômes de cette fragilisation (crises de management à répétition, fusions franco-françaises contre-nature, crispations européennes...) sont nombreux. Conjugés aux difficultés conjoncturelles rencontrées par Airbus, ils mettent en évidence la nécessité d'une nouvelle politique pour notre industrie aéronautique et de défense.

Au-delà de la question majeure des restructurations industrielles, beaucoup reste à faire pour optimiser, à l'échelle de l'Union, les investissements réalisés par nos partenaires et nous-mêmes. **Qu'il s'agisse des programmes militaires, des centres d'essais ou des chaînes de fabrication, il faudra bien éliminer progressivement des duplications inutiles et coûteuses.**

Cette nouvelle politique doit s'articuler autour de quatre axes : le renforcement de notre dispositif industriel ; la préférence européenne en matière de fabrication et d'acquisition d'armements ; le développement de notre effort de recherche ; un soutien mieux structuré à l'exportation.

Quelle politique de défense et de sécurité pour la France à l'heure de l'élection présidentielle ?

Club Participation et Progrès, Ecole militaire, 29 janvier 2007

A côté de ces sujets à l'ordre du jour dès 2007, je n'oublie pas la priorité institutionnelle inscrite dans le projet socialiste. **La modernisation de notre vie publique appelle en effet, à l'instar des pratiques en usage dans toutes les autres démocraties occidentales, un renforcement des procédures d'information et de contrôle du Parlement dans les affaires de défense et**

plus de transparence aussi (sur les opérations extérieures, le contrôle des services de renseignement et les ventes d'armes).

Cette normalisation du fonctionnement de notre république dans les affaires militaires doit aussi s'accompagner d'une attention portée aux rapports entre la société et la communauté militaire. La professionnalisation des armées ne sera pas achevée sans une adaptation du statut des militaires. La professionnalisation appelle en effet un accompagnement qui suppose un alignement progressif des droits et de la place des militaires dans notre société.

Cela passe en particulier par la démocratisation des instances de concertation au sein des conseils de la fonction militaire mais aussi par des actions en faveur de la condition militaire.

La consolidation du lien entre l'armée et la nation inclut aussi un « volet défense » du service civique à définir, le regain du volontariat et la constitution de réserves, grâce à des mesures plus incitatives.

Voilà les enjeux et les défis que je vois pour la France et notre politique de défense en 2007. Je vous remercie.